

Ordonnancerende Minister	Artikel	AANWIJZING VAN DE OPBRENGSTEN	Initiële ramingen	
			Artikelsgewijs	Totaal
FO	87.01.20.	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten verleend voor het slopen van gebouwen opgetrokken met overtreding van de bepalingen van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening en stedenbouw	0	
		Totaal voor afdeling 15 Waaronder toegewezen ontvangsten		1.424
		Afdeling 17 Sociale actie en gezondheid		98
DE	86.02.10.	Terugbetaling van terugvorderbare voorschotten toegekend aan psychiatrische ziekenhuizen	4.462	
		Totaal voor afdeling 17 Waaronder toegewezen ontvangsten		4.462
		Afdeling 54 Vervoer		0
DR	57.01.00.	Terugbetaling door de SRWT van meerwaarden en van de opbrengst van de verkoop van onroerende goederen	0	
DR	79.01.00.	Uitzonderlijke ontvangsten inzake leerlingenvervoer	74	
		Totaal voor afdeling 54 Waaronder toegewezen ontvangsten		74
		Totaal voor sector III Waaronder toegewezen ontvangsten		21.310
		TOTAAL VOOR TITEL II Waaronder toegewezen ontvangsten		319.524
		TITEL III. — OPBRENGSTEN VAN LENINGEN		14.098
DA	96.01.11.	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in Belgische frank	247.812	
DA	96.02.20.	Opbrengst van leningen met een looptijd van meer dan een jaar, in vreemde munt	0	
		TOTAAL VOOR TITEL III		247.812
		ALGEMEEN TOTAAL Waaronder toegewezen ontvangsten		5.362.730
				148.658

Gezien om te worden gevoegd bij het ontwerp van decreet van 20 december 2001.

MINISTÈRE WALLON DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F. 2001 — 3836

[C — 2001/27758]

6 DECEMBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon portant création d'un Observatoire de la mobilité

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 mai 1983 instaurant un Conseil économique et social de la Région wallonne;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 1^{er}, modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 novembre 1998 fixant le cadre organique du personnel du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 relatif aux tâches auxiliaires ou spécifiques au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 avril 2000 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 octobre 2000;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 11 juillet 2001;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 juillet 2001;

Vu la délibération du Gouvernement wallon sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu le protocole n° 335 du Comité de secteur n° XVI du 14 septembre 2001;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 novembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie et du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé un Observatoire de la mobilité dont la finalité est de contribuer à optimiser l'usage de chaque mode de transport dans une perspective de développement durable.

§ 2. L'Observatoire de la mobilité, tant pour le transport des personnes que des marchandises, assure notamment les missions suivantes :

- 1° rassembler, analyser et diffuser les données relatives à la mobilité au plan local, régional, fédéral et européen;
- 2° établir et tenir à jour un ensemble d'indicateurs destinés à caractériser les systèmes de mobilité à un échelon local, régional, et fédéral, et à évaluer leurs performances et leurs interactions;
- 3° établir un diagnostic de la mobilité en Région wallonne;
- 4° contribuer à mieux comprendre les comportements et leur évolution en matière de mobilité;
- 5° améliorer les capacités de prévision de mobilité.

Art. 2. L'Observatoire de la mobilité se compose de trois organes :

- 1° un Comité de coordination, chargé du pilotage technique et administratif et dénommé ci-après "Comité";
- 2° une Cellule administrative, chargée de l'exécution du programme et dénommée ci-après "Cellule";
- 3° un Conseil d'orientation, organe de Conseil scientifique et socio-économique et dénommé ci-après "Conseil".

Art. 3. Le Comité remplit les missions suivantes :

- 1° veiller au bon fonctionnement de l'Observatoire de la mobilité en général et formuler des recommandations au Ministre ayant la mobilité dans ses attributions à ce sujet;
- 2° soumettre au Ministre ayant la mobilité dans ses attributions un projet de programme pluriannuel de travail portant sur les axes prioritaires de la politique en matière de mobilité décidée par le Gouvernement wallon;
- 3° veiller au bon déroulement du programme pluriannuel de travail et élaborer annuellement à l'intention du Gouvernement, un rapport sur sa réalisation;
- 4° proposer au Ministre ayant la mobilité dans ses attributions les conditions d'accès aux informations de l'Observatoire.

Art. 4. Le Comité est composé de :

- 1° un représentant du Secrétariat général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ainsi que de chacune des Directions générales suivantes : Direction générale des Autoroutes et des Routes, Direction générale des Voies hydrauliques et Direction générale des Transports;
- 2° un représentant de chacune des administrations du Ministère de la Région wallonne en charge des matières suivantes: aménagement du territoire, travaux subsidiés, recherche, énergie, environnement, économie et emploi, ainsi que du Service des Etudes et de la Statistique;
- 3° un représentant de la Société régionale wallonne du Transport et de chacune des sociétés d'exploitation TEC;
- 4° un représentant de l'Office de Promotion des Voies navigables.

Les membres du Comité sont nommés par le Gouvernement, sur proposition du Ministre fonctionnel, pour une période renouvelable de cinq ans. Cependant, leur premier mandat s'achève un an après les élections régionales de 2004.

Le Comité de coordination peut s'adjoindre à titre provisoire toute autre personne nécessaire à la réalisation de ses missions, siégeant avec voix consultative.

La présidence du Comité de coordination est assurée par le Ministre ayant la mobilité dans ses attributions. Le secrétariat est assuré par un représentant de la Cellule.

Chaque administration ou service représenté au sein du Comité collabore activement à la collecte et au stockage des données indispensables au bon déroulement des travaux de l'Observatoire de la mobilité.

Art. 5. La Cellule remplit les missions suivantes :

- 1° exécuter le programme pluriannuel de travail adopté par le Gouvernement wallon, en ce compris la coordination des travaux qui seraient réalisés pour l'Observatoire par un prestataire de services;
- 2° répondre aux questions posées par le Gouvernement;
- 3° assurer le secrétariat du Comité.

Elle est intégrée au Secrétariat général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports.

Dans l'attente de la fixation d'un cadre, sa composition est reprise en annexe.

Art. 6. Le Conseil est chargé :

- 1° de remettre un avis sur le programme pluriannuel de travail et sur son exécution ainsi que sur les questions à caractère technique, scientifique ou politique portant sur la mobilité que lui soumet le Gouvernement wallon;
- 2° de proposer au Ministre ayant la Mobilité dans ses attributions des recommandations générales découlant du diagnostic de la mobilité en Région wallonne.

Art. 7. Le Conseil est composé de vingt-trois membres, nommés par le Gouvernement pour un terme renouvelable de quatre ans, à savoir :

- 1° cinq membres choisis au sein des institutions scientifiques universitaires ou assimilées;

2° cinq représentants d'associations ayant la mobilité pour objet, dont un représentant de la Fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle;

3° quatre représentants des travailleurs et quatre représentants des employeurs proposés par le Conseil économique et social de la Région wallonne, dont un représentant au moins du secteur du transport des marchandises;

4° un représentant de l'Union des Villes et Communes wallonnes;

5° un représentant de la Société nationale des Chemins de Fer;

6° un représentant de la Société régionale wallonne du Transport;

7° un représentant du Service des Etudes et de la Statistique du Ministère de la Région wallonne;

8° un représentant du Ministère fédéral des Communications.

Les membres du Conseil sont révocables en tout temps par le Gouvernement en cas d'impossibilité d'exercice de leur fonction ou s'ils perdent la qualité pour laquelle ils ont été nommés.

Le Conseil d'orientation élit tous les deux ans un président et un vice-président en son sein. Il fixe son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement wallon. Son secrétariat est assuré par les services du Conseil économique et social de la Région wallonne.

Art. 8. § 1^{er}. L'indemnité pour frais de déplacement accordée aux membres du Conseil est calculée sur la base des kilomètres réellement parcourus au moyen de leur véhicule personnel au taux fixé pour les agents de la Région wallonne.

Les frais de déplacement en chemin de fer sont remboursés sur la base du prix du billet de première classe.

Les frais de stationnement sont pris en charge conformément aux dispositions en vigueur pour les agents de la Région wallonne.

§ 2. L'indemnité pour frais de séjour est accordée aux membres du Conseil conformément à la réglementation en vigueur pour les agents de la Région wallonne.

Pour l'application de ces dispositions, les membres du Conseil sont assimilés aux agents porteurs d'un rang A3.

Art. 9. Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie et le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Annexe

Dans l'attente de l'attribution d'un cadre, la Cellule administrative de l'Observatoire de la mobilité est constituée conformément aux articles 36 et 37 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant statut des fonctionnaires de la Région par appel aux candidatures d'agents acceptant de faire l'objet d'une mesure de mutation ou de transfert d'office vers des emplois inoccupés du pool du Secrétariat général du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports.

Cet appel à la mobilité interne (mutation ou transfert) des agents portera sur les emplois suivants :

1° le coordinateur de la cellule (rang A5 ou A4);

2° deux agents de rang A6;

3° deux agents de niveau B;

4° un agent de niveau C.

Un expert en mobilité sera engagé pour une durée de quatre ans, renouvelable, selon les dispositions de l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 1999 relatif aux tâches auxiliaires ou spécifiques au Ministère de la Région wallonne et au Ministère wallon de l'Equipement et des Transports.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2001 portant création d'un Observatoire de la mobilité.

Namur, le 6 décembre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D. 2001 — 3836

[C — 2001/27758]

6. DEZEMBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Gründung einer Beobachtungsstelle für die Mobilität

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 25. Mai 1983 zur Einführung eines Wirtschafts- und Sozialrates der wallonischen Region;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 1, in seiner durch das Sondergesetz vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. November 1998 zur Festlegung des Stellenplans des Personals des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 über die Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region oder des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen, insbesondere des Artikels 7;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. April 2000 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Oktober 2000 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 9. Juli 2001 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 11. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 12. Juli 2001 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats, der innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet, abzugeben ist;

Aufgrund des Protokolls Nr. 335 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 14. September 2001;

Aufgrund des am 21. November 2001 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers des Transportwesens, der Mobilität und der Energie und des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Es wird eine Beobachtungsstelle für die Mobilität gegründet, die zum Zweck hat, zur optimalen Benutzung jedes Transportmittels in der Perspektive einer nachhaltigen Entwicklung beizutragen.

§ 2. Die Beobachtungsstelle für die Mobilität nimmt insbesondere die folgenden Aufgaben wahr, sowohl was die Personenbeförderung als auch den Güterverkehr betrifft:

1° die Daten bezüglich der Mobilität auf lokaler, regionaler, föderaler und europäischer Ebene sammeln, analysieren und verbreiten;

2° eine Anzahl Indikatoren, die zur Kennzeichnung der Mobilitätssysteme auf lokaler, regionaler und föderaler Ebene und zur Abschätzung ihrer Leistungen und Wechselwirkungen bestimmt sind, erstellen und auf dem neuesten Stand halten.

3° eine Diagnose über die Mobilität in der Wallonischen Region stellen;

4° zur besseren Erfassung der Verhalten und deren Entwicklung in Sachen Mobilität beitragen;

5° die Vorhersagemöglichkeiten im Bereich der Mobilität verbessern.

Art. 2 - Die Beobachtungsstelle für die Mobilität setzt sich aus drei Organen zusammen:

1° ein Koordinierungsausschuss, der mit der technischen und verwaltungsmäßigen Organisation beauftragt ist;

2° eine Verwaltungszelle, die mit der Durchführung des Programms beauftragt ist und nachstehend "Zelle" genannt wird;

3° ein Beratungsausschuss als wissenschaftliches und sozialwirtschaftliches Beratungsorgan.

Art. 3 - Der Koordinierungsausschuss hat die folgenden Aufgaben:

1° für die reibungslose Arbeitsweise der Beobachtungsstelle für die Mobilität im Allgemeinen sorgen und diesbezügliche Empfehlungen an den für die Mobilität zuständigen Minister machen;

2° dem für die Mobilität zuständigen Minister ein Projekt über ein mehrjähriges Arbeitsprogramm in Bezug auf die Schwerpunkte der von der Regierung beschlossenen Mobilitätspolitik unterbreiten;

3° für eine gute Durchführung des mehrjährigen Arbeitsprogramms sorgen und einen jährlichen Bericht über dessen Verwirklichung für die Regierung erstellen;

4° dem für die Mobilität zuständigen Minister die Bedingungen für den Zugang zu den Informationen der Beobachtungsstelle vorschlagen.

Art. 4 - Der Koordinierungsausschuss setzt sich zusammen aus:

1° einem Vertreter des Generalsekretariats des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen sowie jeder der folgenden Generaldirektionen: Generaldirektion der Autobahnen und Straßen, Generaldirektion der Wasserstraßen und Generaldirektion des Transportwesens;

2° einem Vertreter jeder der Verwaltungsstellen des Ministeriums der Wallonischen Region, die die folgenden Angelegenheiten verwalten: Raumordnung, bezuschusste Arbeiten, Forschung, Energie, Umwelt, Wirtschaft und Beschäftigung, sowie der Dienststelle für Studien und Statistik;

3° einem Vertreter der "Société régionale wallonne du Transport" (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft) und jeder der TEC-Betriebsgesellschaften;

4° einem Vertreter des "Office de promotion des voies navigables" (Amt zur Förderung der schiffbaren Wasserstraßen).

Die Mitglieder des Koordinierungsausschusses werden von der Regierung auf Vorschlag des von der Funktion her zuständigen Ministers für einen erneuerbaren Zeitraum von fünf Jahren ernannt. Jedoch endet ihr erstes Mandat ein Jahr nach den Regionalwahlen vom Jahre 2004.

Der Koordinierungsausschuss kann jede andere Person, deren Mitwirkung zur Erfüllung seiner Aufgaben notwendig ist, und die mit beratender Stimme an den Sitzungen teilnehmen wird, vorläufig zuziehen.

Der Vorsitz des Koordinierungsausschusses wird von dem für die Mobilität zuständigen Minister wahrgenommen. Das Sekretariat wird von einem Vertreter der Zelle geführt.

Jede Verwaltungs- oder Dienststelle, die im Koordinierungsausschuss vertreten ist, arbeitet zur Sammlung und Speicherung der Daten, die für den guten Verlauf der Arbeiten der Beobachtungsstelle für die Mobilität unentbehrlich ist, aktiv mit.

Art. 5 - Die Zelle hat die folgenden Aufgaben:

1° Duchführung des von der Wallonischen Regierung verabschiedeten mehrjährigen Arbeitsprogramms, einschließlich der Koordinierung der Arbeiten, die ggf. für die Beobachtungsstelle durch einen Dienstleistungserbringer verrichtet werden;

2° Beantwortung der Fragen, die von Regierung gestellt werden;

3° Führung des Sekretariats des Koordinierungsausschusses;

Sie gehört zum Generalsekretariat des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen.

In Erwartung der Festlegung eines Stellenplans hat sie die als Anlage aufgeführte Zusammensetzung.

Art. 6 - Der Beratungsausschuss hat die folgenden Aufgaben:

1° Begutachtung des mehrjährigen Arbeitsprogramms und dessen Ausführung sowie der Fragen technischer, wissenschaftlicher oder politischer Art über die Mobilität, die ihm von der Regierung unterbreitet werden;

2° Unterbreitung an den für die Mobilität zuständigen Minister von allgemeinen Empfehlungen, die sich aus der Diagnose über die Mobilität in der Wallonischen Region ergeben.

Art. 7 - Der Beratungsausschuss setzt sich aus dreiundzwanzig Mitgliedern zusammen, die von der Regierung für einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren ernannt werden, und zwar:

1° fünf Mitglieder, die innerhalb von wissenschaftlichen Universitäten oder gleichgestellten Einrichtungen gewählt werden;

2° fünf Vertreter von Vereinigungen, die die Mobilität zum Zweck haben, von denen ein Vertreter der "Fédération belge de l'Industrie de l'Automobile et du Cycle";

3° vier Vertreter der Arbeitnehmer und vier Vertreter der Arbeitgeber, die von dem Wirtschafts- und Sozialrat der wallonischen Region vorgeschlagen werden, von denen mindestens ein Vertreter des Güterverkehrsbereichs;

4° ein Vertreter der "Union des Villes et Communes wallonnes" (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie);

5° ein Vertreter der Nationalgesellschaft der belgischen Eisenbahnen;

6° ein Vertreter der "Société régionale wallonne du Transport";

7° ein Vertreter der Dienststelle für Studien und Statistik des Ministeriums der Wallonischen Region;

8° ein Vertreter des föderalen Ministeriums des Kommunikationswesens.

Die Mitglieder des Beratungsausschusses können bei Unmöglichkeit der Ausübung ihres Amtes oder bei Verlust der Eigenschaft, in der sie ernannt worden sind, jederzeit durch die Regierung abberufen werden.

Der Beratungsausschuss wählt alle zwei Jahre einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter seinen Mitgliedern. Er setzt seine allgemeine Dienstordnung fest und unterbreitet sie der Regierung zur Genehmigung. Sein Sekretariat wird durch die Dienststellen des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region gewährleistet.

Art. 8 - § 1 - Die Fahrtkostenerstattung zugunsten der Mitglieder des Beratungsausschusses wird entsprechend den mit ihrem persönlichen Fahrzeug tatsächlich gefahrenen Kilometern zum für die Bediensteten der Wallonischen Region festgesetzten Satz berechnet.

Die Fahrtkosten mit der Eisenbahn werden nach dem Preis des Fahrscheins in 1. Klasse rückerstattet.

Die Parkkosten werden gemäß den geltenden Bestimmungen für die Bediensteten der Wallonischen Region übernommen.

§ 2. Die Aufenthaltungsentschädigung wird den Mitgliedern des Beratungsausschusses gemäß der geltenden Regelung für die Bediensteten der Wallonischen Region gewährt.

Für die Anwendung dieser Bestimmungen werden die Mitglieder des Beratungsausschusses Bediensteten des Dienstrangs A3 gleichgestellt.

Art. 9 - Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie und der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. Dezember 2001

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ch. MICHEL

Anlage

In Erwartung der Zuweisung eines Stellenplans erfolgt die Bildung der Verwaltungszelle der Beobachtungsstelle für die Mobilität gemäß Artikel 36 und 37 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Statuts der Beamten der Region durch Bewerberaufruf von Bediensteten, die eine Versetzung oder Transferierung von Amts wegen nach unbesetzten Stellen der Zentrale des Generalsekretariats des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen annehmen.

Dieser Aufruf auf interne Mobilität (Versetzung oder Transferierung) der Bediensteten betrifft die folgenden Stellen:

1° Zellenkoordinator (Dienstrang A5 oder A4)

2° zwei Bedienstete des Dienstranges A6;

3° zwei Bedienstete der Stufe B;

4° ein Bediensteter der Stufe C.

Ein Mobilitätsexperte wird gemäß den Bestimmungen von Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 1999 über die Hilfsarbeiten oder spezifischen Aufgaben innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region oder des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen für einen erneuerbaren Zeitraum von vier Jahren angestellt.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2001 zur Gründung einer Beobachtungsstelle für die Mobilität beigefügt zu werden.

Namur, den 6. Dezember 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

—
VERTALING

WAALS MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER

N. 2001 — 3836

[C - 2001/27758]

**6 DECEMBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering
tot oprichting van een Waarnemingscentrum voor de mobiliteit**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 mei 1983 tot oprichting van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest);

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 1, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 november 1998 houdende organisatie van de personeelsformatie van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 betreffende de bijkomende of specifieke taken van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 april 2000 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 oktober 2000;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 juli 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 11 juli 2001;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 12 juli 2001;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen uiterlijk één maand;

Gelet op het protocol nr. 335 van het Sectorcomité nr. XVI van 14 september 2001;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 november 2001, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie en van de Minister van Binnenlandse Angelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Er wordt een waarnemingscentrum voor de mobiliteit opgericht om te komen tot een optimaal gebruik van elk vervoermiddel in het kader van een duurzame ontwikkeling.

§ 2. Het waarnemingscentrum voor de mobiliteit vervult, zowel voor het personen- als voor het goederenvervoer, o.a. de volgende opdrachten :

1° gegevens inzamelen, onderzoeken en verspreiden inzake de mobiliteit op plaatselijk, gewestelijk, federaal en Europees niveau;

2° een geheel van indicatoren uitwerken en bijhouden om de plaatselijke, gewestelijke en federale mobiliteits-systemen te kenmerken en hun prestaties en interacties te evalueren;

3° een diagnose stellen i.v.m. de mobiliteit in het Waalse Gewest;

4° bijdragen tot een beter begrip van het gebruikersgedrag en van de evolutie ervan inzake de mobiliteit;

5° de mogelijkheden inzake mobiliteitsprognose verbeteren.

Art. 2. Het waarnemingscentrum voor de mobiliteit bestaat uit drie organen :

1° een coördinatiecomité, belast met de technische en administratieve sturing, hierna « Comité » genoemd;

2° een administratieve cel, belast met de uitvoering van het programma, hierna « Cel » genoemd;

3° een oriëntatieraad, m.a.w. een orgaan voor wetenschappelijk en sociaal-economisch advies, hierna « Raad » genoemd.

Art. 3. Het Comité vervult de volgende opdrachten :

1° doorgaans zorgen voor de goede werking van het waarnemingscentrum voor de mobiliteit en aanbevelingen terzake formuleren aan de Minister van Mobiliteit;

2° de Minister van Mobiliteit een ontwerp van meerjarig werkprogramma voorleggen i.v.m. de prioritair hoofddlijnen van het door de Waalse Regering bepaalde mobiliteitsbeleid;

3° zorgen voor een vlotte uitvoering van het meerjarige werkprogramma en jaarlijks een verslag daarover aan de Regering voorleggen;

4° de Minister van Mobiliteit kennis geven van de voorwaarden waaronder inzage wordt verleend in de gegevens van het waarnemingscentrum.

Art. 4. Het Comité bestaat uit :

1° een vertegenwoordiger van het Secretariaat-generaal van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer, van het Directoraat-generaal Autosnelwegen en Wegen, het Directoraat-generaal Waterwegen en het Directoraat-generaal Vervoer;

2° een vertegenwoordiger van de besturen van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met ruimtelijke ordening, gesubsidieerde werken, onderzoek, energie, leefmilieu, economie en tewerkstelling, en uit een vertegenwoordiger van de Dienst Studies en Statistiek;

3° een vertegenwoordiger van de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse gewestelijke vervoermaatschappij) en van elke TEC-exploitatiemaatschappij;

4° een vertegenwoordiger van de "Office de Promotion des Voies navigables" (Dienst voor de bevordering van de binnenvaart).

De leden van het Comité worden op de voordracht van de bevoegde minister door de Regering benoemd voor een verlengbare periode van vijf jaar. Hun eerste mandaat verstrijkt evenwel één jaar na de gewestelijke verkiezingen van 2004.

Desnoods mag het coördinatiecomité er tijdelijk andere personen bijnemen om zijn opdracht te vervullen. Die personen hebben een raadgevende stem.

Het voorzitterschap van het coördinatiecomité wordt waargenomen door de Minister van Mobiliteit en het secretariaat door een vertegenwoordiger van de Cel. De besturen of diensten die in het Comité vertegenwoordigd zijn, werken actief mee aan de inzameling en de opslag van de gegevens die nodig zijn voor de vlotte uitvoering van de werken van het waarnemingscentrum.

Art. 5. De Cel vervult de volgende opdrachten :

1° het door de Waalse Regering goedgekeurde meerjarige werkprogramma uitvoeren, met inbegrip van de coördinatie van de werken die een dienstverstrekker eventueel uitvoert voor het waarnemingscentrum;

2° de door de Regering gestelde vragen beantwoorden;

3° het secretariaat van het Comité waarnemen.

De Cel maakt deel uit van het Secretariaat-generaal van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

In afwachting dat een personeelsformatie wordt vastgelegd, ziet de samenstelling van de Cel eruit zoals aangegeven in de bijlage bij dit besluit.

Art. 6. De Raad wordt belast met de volgende opdrachten :

1° advies uitbrengen over het meerjarige werkprogramma en de uitvoering ervan, alsmede over technische, wetenschappelijke of politieke vragen die de Waalse Regering stelt inzake de mobiliteit;

2° aan de Minister van Mobiliteit algemene aanbevelingen formuleren i.v.m. de diagnose van de mobiliteit in het Waalse Gewest.

Art. 7. De Raad bestaat uit drieëntwintig leden die door de Regering worden benoemd voor een verlengbare periode van vier jaar, met name :

1° vijf leden gekozen binnen universitaire of daarmee gelijkgestelde wetenschappelijke instellingen;

2° vijf vertegenwoordigers van verenigingen die zich bezighouden met mobiliteit, waaronder een vertegenwoordiger van de Belgische Federatie van de Automobiel- en Tweewielerindustrie;

3° vier vertegenwoordigers van de werknemers en vier vertegenwoordigers van de werkgevers, voorgedragen door de « Conseil économique et social de la Région wallonne », waaronder minstens één vertegenwoordiger van de sector van het goederenvervoer;

4° een vertegenwoordiger van de « Union des Villes et Communes wallonnes » (Vereniging van de Waalse Steden en Gemeenten);

5° een vertegenwoordiger van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

6° een vertegenwoordiger van de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse gewestelijke vervoermaatschappij);

7° een vertegenwoordiger van de Dienst Studies en Statistiek van het Ministerie van het Waalse Gewest;

8° een vertegenwoordiger van het federale Ministerie van Verkeer.

De leden van de Raad kunnen elk ogenblik ontslagen worden door de Regering als ze hun functie niet meer kunnen uitoefenen of als ze de hoedanigheid verliezen waarin ze benoemd werden.

De oriëntatieraad kiest om de twee jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden. Hij maakt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Waalse Regering. Het secretariaat wordt waargenomen door de diensten van de « Conseil économique et social de la Région wallonne ».

Art. 8. § 1. De reiskosten van de leden van de Raad worden vergoed op grond van het aantal kilometers die ze werkelijk afleggen met hun eigen voertuig en ten belope van hetzelfde percentage als voor de personeelsleden van het Waalse Gewest. De treinreiskosten worden terugbetaald op grond van de prijs van een treinkaartje eerste klas.

De parkeerkosten vallen onder de bepalingen die gelden voor de personeelsleden van het Waalse Gewest.

§ 2. De verblijfkosten van de leden van de Raad worden vergoed overeenkomstig de regelgeving die geldt voor de personeelsleden van het Waalse Gewest.

Voor de toepassing van deze bepalingen worden de leden van de Raad gelijkgesteld met de personeelsleden van rang A3.

Art. 9. De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie en de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

—
Bijlage

In afwachting dat een personeelsformatie wordt vastgelegd, wordt de administratieve cel van het waarnemingscentrum voor de mobiliteit overeenkomstig de artikelen 36 en 37 van het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van het Gewest opgericht na oproep tot de kandidaten die bereid zijn ambtshalve gemuteerd of overgeplaatst te worden naar vacante betrekkingen binnen de pool van het Secretariaat-generaal van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

De oproep (mutatie of overplaatsing) tot de personeelsleden slaat op de volgende betrekkingen :

1° een coördinator van de cel (rang A5 of A4);

2° twee personeelsleden van rang A6;

3° twee personeelsleden van niveau B;

4° een personeelslid van niveau C.

Een mobiliteitsdeskundige wordt voor een verlengbare periode van vier jaar in dienst genomen overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 1999 betreffende de bijkomende of specifieke taken van het Ministerie van het Waalse Gewest en van het Waalse Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2001 tot oprichting van een waarnemingscentrum voor de mobiliteit.

Namen, 6 december 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE

DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2001 — 3837

[C - 2001/31506]

14 JUNI 2001. — Ordonnance relative aux vide-ordures servant à l'évacuation des déchets ménagers

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance s'applique aux immeubles à appartements qui comptent au moins 3 niveaux au-dessus du sol et où l'évacuation des déchets ménagers est effectuée au moyen de vide-ordures.

Art. 3. Les vide-ordures visés à l'article 2 ne peuvent plus être utilisés en vue de l'évacuation des déchets ménagers.

Art. 4. Les immeubles définis à l'article 2, qui ont un local réservé à la sortie d'un vide-ordures, doivent affecter ce local à l'entreposage des ordures ménagères. Ce local peut éventuellement être remplacé par un autre local dans le même immeuble ou par des conteneurs. Ce local ou ces conteneurs doivent, dans ce cas, au moins offrir la même capacité d'entreposage.

Art. 5. L'article 3 n'est pas applicable durant une période transitoire d'un an.

Art. 6. Dans les six mois de leur mise en service, les systèmes de vide-ordures doivent faire l'objet d'un traitement en vue de la suppression définitive des nuisances liées à leur utilisation antérieure.

MINISTERIE

VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2001 — 3837

[C - 2001/31506]

14 JUNI 2001. — Ordonnantie betreffende de stortkokers voor het verwijderen van huishoudelijk afval

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie is van toepassing op de appartementsgebouwen met ten minste 3 verdiepingen boven de grond en waar het huishoudelijk afval via stortkokers wordt verwijderd.

Art. 3. De in artikel 2 bedoelde stortkokers mogen niet meer gebruikt worden om huishoudelijk afval te verwijderen.

Art. 4. In de artikel 2 omschreven gebouwen, die een lokaal hebben waar de stortkokers in uitkomen, moet dit lokaal gebruikt worden om er huishoudelijk afval op te slaan. Dit lokaal kan eventueel vervangen worden door een ander lokaal in hetzelfde gebouw of door containers. In dit geval moeten dit lokaal of deze containers minstens dezelfde opslagcapaciteit bieden.

Art. 5. Artikel 3 is niet van toepassing tijdens een overgangperiode van één jaar.

Art. 6. Binnen zes maanden nadat de stortkokers buiten gebruik zijn gesteld, moeten zij zo worden behandeld dat er geen hinder meer wordt ondervonden ten gevolge van het vroegere gebruik ervan.